

Le système des retraites

# VERS LA RÉFORME DE LA RÉFORME...

**C'est devenu l'arlésienne depuis que la réforme des retraites a été suspendue pour cause de crise sanitaire. L'exécutif veut reprendre le fil des discussions avec les partenaires sociaux, mais ceux-ci se font tirer l'oreille. La crise économique, elle, risque d'imposer son tempo.**

À quelle sauce allons-nous être mangés ? Nous, cela veut dire tout le monde : les jeunes, qui se préoccupent – légitimement – plutôt de leur entrée dans la vie active que de leur sortie ; les moins jeunes, actifs en pleine carrière professionnelle ou seniors poussés vers la sortie par un monde du travail en quête de renouvellement et de productivité ; et les retraités actuels, qui, s'ils échapperont aux nouvelles règles élaborées par les pouvoirs publics, seront frappés de plein fouet par l'évolution de leur pouvoir d'achat à court, moyen ou long terme. Rappelons que le psychodrame de la réforme Macron a été interrompu par la crise du coronavirus. La loi réformant profondément le

système actuel en instaurant un régime universel a été votée en première lecture à l'Assemblée nationale, après une vive opposition des syndicats et de certaines professions... et son adoption suspendue pour cause d'irruption du Covid-19 sur la scène sanitaire, économique et sociale.

## EXERCICE D'ÉQUILIBRISTE POUR UN PROJET REMANIÉ

Que restera-t-il de la « grande réforme » voulue par Emmanuel Macron ? « *La question de la feuille de route est clairement posée, glisse-t-on dans l'entourage de Laurent Pietraszewski, le « Monsieur retraites » du gouvernement. Le projet de loi initial sera adapté, mais on ne sait pas encore si l'on repart d'une page blanche ou si l'on fait de la dentelle.* »

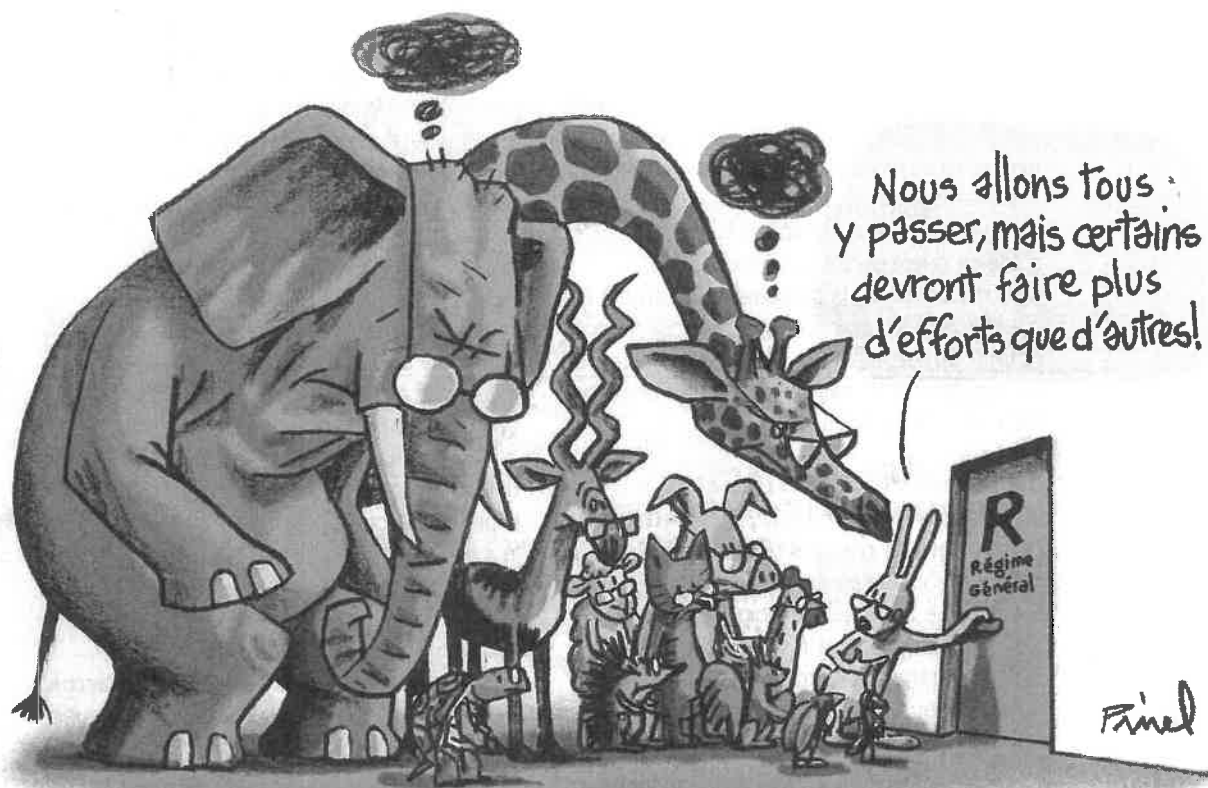
Le choix entre ces deux options n'est pourtant pas neutre. « *La réforme des retraites reste indispensable. Elle est nécessaire pour la prospérité du pays, pour les comptes sociaux et pour réduire le poids de la dette dans notre pays* », expliquait fin septembre Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances. Dans une logique de réduction des coûts clairement exprimée. Il est vrai que les faits démographiques, économiques et sociaux sont têtus : allongement continu de l'espérance de vie, augmentation de la durée de vie à la retraite, diminution du rapport entre le nombre de cotisants et le nombre de retraités. Encore, ce dernier ratio, actuellement de 1,7 cotisant pour 1 retraité, bénéficie-t-il du recul de

### Repères

#### LE COÛT DU RÉGIME DES RETRAITES

- Déficit de l'ensemble des régimes de retraite en 2020 : 25,4 milliards d'euros, soit 1,1 % du produit intérieur brut (PIB).
- Déficits prévisionnels cumulés de l'ensemble des régimes de retraite de 2020 à 2024 : 72,6 milliards d'euros.
- Besoin de financement pour la retraite de base des salariés (Cnav) en 2024 : 0,3 % du PIB (soit environ 8,5 milliards d'euros).
- Nombre d'emplois supprimés au premier semestre 2020 : 700 000.

Source : Conseil d'orientation des retraites, rapport examiné le 15 octobre 2020.



l'âge de départ à la retraite, résultat des différentes réformes menées depuis vingt-cinq ans. Conséquence : 53 % des salariés âgés de 55 à 64 ans ont aujourd'hui un emploi, alors qu'ils n'étaient que 40 % en 2010, selon le projet de loi de financement de la Sécurité sociale 2021 (présenté le 29 septembre dernier). L'âge moyen de départ à la retraite au régime général est aujourd'hui de 62,7 ans, contre 61,5 ans en 2010, à cause de l'allongement de la durée de cotisation.

### LE COVID-19 FAIT EXPLOSER LE DÉFICIT DE LA SÉCU

En préalable à toute nouvelle annonce, le gouvernement avait demandé un « point d'étape » au Conseil d'orientation des retraites (COR), qui a été rendu public le 15 octobre. L'observatoire indépendant avait pour mission de mesurer les effets de la crise sanitaire sur l'équilibre des comptes. Sans surprise, ils pèsent lourd. Moins sur les dépenses que sur les recettes, du fait de la chute brutale de l'activité et de la diminution du produit intérieur brut (PIB), qui entraîne une baisse massive des cotisations. Le rapport des experts chiffre à 25,4 milliards d'euros le déficit

des régimes de retraite dès 2020, soit 1,1 point de PIB, alors qu'il était d'environ 6 milliards d'euros en 2019 (à périmètre équivalent). Prudemment, dans son document, le COR ne se prononce ni sur les moyens ni sur le moment où il devient nécessaire d'intervenir. Mais une nouvelle date butoir en 2024 a fait son apparition. D'ici là, le tour de passe-passe financier instauré par les lois d'urgence (liées à la crise sanitaire) remplit son office : les déficits de la Sécurité sociale ont été transférés à la Caisse d'amortissement de la dette sociale (Cades), celle-ci étant alimentée par un prélèvement, le CRDS, qui est prolongé dans le temps... C'est à partir de 2024 qu'il faudra à nouveau s'atteler au déficit structurel du régime.

Alors, simples « mesures retraite » à l'horizon, avec un probable allongement de la durée des cotisations, ou big bang auquel Emmanuel Macron voudrait associer son nom ? Au départ, le président espérait profiter de l'embellie économique pour réformer le système des retraites, mais il n'a pas réussi à obtenir un consensus, malgré plus d'un an consacré au dialogue social, sous la houlette de Jean-Paul Delevoye, l'ex-Haut-Commissaire et éphémère ministre

chargé du sujet. Il s'apprête maintenant à le faire dans un contexte de récession, ce qui est encore plus délicat. Officiellement, la reprise des concertations est au programme. Au mieux début 2021. Mais les partenaires sociaux ont clairement fait comprendre que ce n'était pas la priorité et qu'ils n'étaient guère portés aux concessions...

Que restera-t-il de la précédente réforme ? De quels leviers le gouvernement dispose-t-il pour obtenir des ralliements ? Les futurs retraités peuvent-ils espérer des améliorations d'une éventuelle deuxième mouture ?

## LA RÉFORME AVANTAGE LES FEMMES ET LES PRÉCAIRES

Le changement principal de la réforme voulue par Emmanuel Macron était la mise en place d'un régime universel par points. De nombreux analystes s'accordent à penser que cela rendrait le système des retraites plus lisible et plus juste : au lieu d'une comptabilité ultracomplexe aujourd'hui, mêlant trimestres et points (*lire pages 16-21*), chaque heure travaillée au cours de la vie professionnelle rapporterait des points. L'addition finale, à la fin de la vie active, multipliée par la valeur du point donnerait le montant de la retraite de chacun. Les principaux gagnants de ce modèle seraient notamment les femmes, majoritairement concernées par les carrières heurtées, atypiques et passées à temps partiel, qui sont lourdement pénalisées dans le système actuel. Pour autant, l'approche universelle fait voler

en éclats les régimes particuliers, qu'ils soient liés à une profession ayant organisé ses règles et construit son propre équilibre financier (comme celle des avocats), ou obtenus de longue date (les 42 régimes spéciaux dont relèvent les fonctionnaires, les agents de la RATP, ceux de la SNCF, des Mines, de l'Opéra, de la Comédie-Française, etc.). Peut-on imaginer que le gouvernement rencontre moins de résistances sur ce point fondamental ? « *Repartir au combat est politiquement impossible, sauf à dire clairement que les générations actuellement au travail ne seront pas du tout concernées* », résume Raymond Soubie, président d'Alixio (conseil en stratégie sociale). L'évolution de l'opinion publique, en tout cas, ne plaide pas pour le « grand soir » des retraites.

## À L'ORÉE DE LA PRÉSIDENTIELLE, LE RISQUE DE L'ENLÈVEMENT

Selon le Baromètre de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, l'enquête annuelle réalisée pour le ministère des Solidarités et de la Santé, seuls 29 % des personnes interrogées sont encore d'accord avec l'idée qu'« *il ne devrait y avoir qu'un seul régime de retraites, avec des caractéristiques identiques pour tous* » ; elles étaient 41 % en 2017. Dans un sondage Ifop, à paraître dans la prochaine publication du Cercle de l'Épargne, 50 % des Français ne veulent en aucun cas de la réforme et 31 % ne l'accepteraient que si elle ne touchait ni à l'âge légal, ni à la durée de cotisation.

On l'aura compris : la proximité de l'élection présidentielle va substituer des choix politiques aux choix techniques. « *Le président ne peut afficher comme seul bilan la gestion de la crise sanitaire, remarque Philippe Crevel, directeur du Cercle de l'Épargne. Il lui faut des réformes emblématiques, comme la dépendance ou la retraite. Il commencera peut-être par annoncer des améliorations sur le minimum contributif [Mico] à 1 000 € ou la pension de réversion. Il est aussi possible que soit créé avant la fin du quinquennat un grand établissement public, une sorte de Caisse nationale du régime universel, permettant la convergence des caisses, en laissant les gestionnaires trouver un équilibre entre les régimes.* » Une manière de diluer les responsabilités... et de repousser dans le temps les sujets qui fâchent. ■

CAROLINE BRUN

### Bon à savoir

#### LES AMÉLIORATIONS EN SUSPENS

La précédente réforme des retraites avait prévu d'apporter des correctifs à plusieurs dispositifs :

- améliorer les droits familiaux et notamment harmoniser les régimes de réversion pour garantir au conjoint survivant 70 % du montant des pensions du couple ;
- faire évoluer les conditions de départ pour retraite anticipée ;
- rendre la retraite progressive accessible aux cadres au forfait ;
- accorder des droits supplémentaires dans le cadre du cumul emploi-retraite.

# Testez vos connaissances

À l'approche du jour J, nous pensons tout savoir ou presque sur la retraite. Et pourtant, bien des subtilités peuvent nous échapper.

**1** Quel est l'âge légal de la retraite en France ?

- A ☐ 60 ans
- B ☐ 62 ans
- C ☐ 65 ans

**2** Quel est l'âge moyen de départ à la retraite en France ?

- A ☐ 60 ans et un mois
- B ☐ 61 ans et 10 mois
- C ☐ 62,7 ans

**3** En 2019, quel était le montant mensuel moyen d'une pension de retraite en France ?

- A ☐ 1249 € brut
- B ☐ 1576 € brut
- C ☐ 1934 € brut

**4** Quel est le montant total des pensions de retraite versées en 2018 ?

- A ☐ 164,8 milliards d'euros
- B ☐ 321,4 milliards d'euros
- C ☐ 553,2 milliards d'euros

**5** L'âge du taux plein coïncide-t-il avec l'âge légal de la retraite ?

- A ☐ Systématiquement
- B ☐ Jamais
- C ☐ Pas toujours

**6** Le taux de femmes ayant une activité professionnelle et cotisant pour la retraite était en 2018 de :

- A ☐ 41 %
- B ☐ 68 %
- C ☐ 96 %

**7** Un employeur est en droit de mettre à la retraite un salarié à partir de :

- A ☐ 62 ans
- B ☐ 65 ans
- C ☐ 70 ans

**8** Pour pouvoir prétendre à une pension de réversion, le conjoint survivant doit être âgé d'au moins :

- A ☐ 50 ans
- B ☐ 55 ans
- C ☐ 62 ans

**9** Quel est le nombre moyen d'années passées à la retraite ?

- A ☐ 15 ans
- B ☐ 25 ans
- C ☐ 30 ans

**10** Qu'entend-on par taux de remplacement ?

- A ☐ Le nombre de CDD durant la vie professionnelle
- B ☐ Une minoration appliquée à la retraite en fonction de l'âge de départ
- C ☐ Le ratio entre le montant de la pension et les derniers revenus

**11** Quel est le taux d'emploi des seniors (65-69 ans) ?

- A ☐ 29,4 %
- B ☐ 11,3 %
- C ☐ 6,5 %

**12** Quel est le document officiel de référence pour calculer sa retraite ?

- A ☐ L'estimation individuelle globale
- B ☐ L'avis d'imposition
- C ☐ Le quotient familial

**13** Les cotisations retraite des régimes complémentaires se comptent en :

- A ☐ points
- B ☐ trimestres
- C ☐ points et trimestres

**14** Au décès d'une personne pacsée, son ou sa partenaire a-t-il (elle) droit à une pension de réversion ?

- A ☐ Oui
- B ☐ Non
- C ☐ Ça dépend

**15** Le nombre de trimestres comptabilisés pour atteindre le taux plein dépend :

- A ☐ de l'année de naissance
- B ☐ du type de métier exercé
- C ☐ de la date de début d'activité

**16** Quel dispositif n'est pas destiné à de l'épargne retraite ?

- A ☐ PER
- B ☐ Perp
- C ☐ PEL

Réponses : 1b, 2c, 3b, 4b, 5c, 6b, 7c, 8b, 9b, 10c, 11c, 12a, 13a, 14b, 15a, 16c.

# Tordons le cou aux idées reçues

**Autant chanter tout l'été, puisque, de toute façon, le système s'écroulera avant que l'on puisse toucher une pension... Entre catastrophisme et angélisme, quelques préjugés sur la retraite sont bien ancrés dans l'imaginaire collectif. Liquidons-les !**

## ■ À la retraite, on ne touchera rien...

**Faux.** Le grand « collapse » du système des retraites, à la suite d'une crise financière ou d'un autre événement dramatique, reste un fantasme. La réforme programmée par Emmanuel Macron, pas plus qu'aucune des réformes passées, ne touche au tabou du système par répartition. Vous cotisez pour financer vos aînés, et les actifs cotiseront pour servir votre propre retraite. Le principe reste inscrit dans le marbre et vaut pour toutes les professions, quelle que soit la nationalité de la personne ayant travaillé en France. Les paramètres qui évoluent, notamment pour des raisons démographiques (liées au vieillissement de la population et à l'allongement de l'espérance de vie), sont l'âge auquel vous toucherez votre pension et le montant qui vous sera accordé. C'est là que le curseur peut osciller. La loi prévoit, en outre, un minimum vieillesse si la ou les pensions de retraite sont insuffisantes pour vivre.

### Cas pratique

#### UN TAUX BIEN PLEIN

Une personne née en 1966 sait qu'elle comptabilisera à 62 ans 164 trimestres au lieu des 169 requis pour sa classe d'âge. Elle aura l'âge légal pour partir à la retraite mais elle n'aura pas assez cotisé pour bénéficier du taux plein.

Deux solutions s'offrent à elle : prendre sa retraite avec une décote à la clé (lire page 43) ou continuer à travailler pour valider les cinq trimestres manquants, afin d'atteindre les 169 trimestres requis pour le taux plein.

## ■ Je reçois des documents officiels sur mes droits, je leur fais confiance

**Faux.** Étonnamment, ces données sont très souvent incomplètes. Selon la Cour des comptes, 13,5 % des dossiers de retraite comportent au moins une erreur financière. Pour éviter d'être dans ce cas, mieux vaut être proactif.

À la réception du relevé de carrière, appelé relevé de situation individuelle (RSI), ne vous contentez pas de le ranger soigneusement dans un tiroir pour le ressortir au moment de liquider votre retraite. Épluchez-le ligne par ligne car souvent des trimestres ou des points de retraite complémentaire n'ont pas été pris en compte. Par exemple, ceux obtenus au titre de la maternité, du service militaire, de la maladie et du chômage, mais pas seulement. Les emplois occupés en tout début de carrière (jobs d'été ou étudiants) sont parfois mal ou pas répertoriés. Ressortez vos fiches de paie des cartons et pointez les dates, les salaires, le nom des employeurs. Tant que ces erreurs de comptabilisation ne sont pas corrigées, la visibilité sur votre retraite n'est pas bonne.

## ■ Ma pension de retraite sera versée par un seul organisme

**Pas toujours.** Si vous avez exercé sous différents statuts (salarié, fonctionnaire, indépendant), vous aurez cotisé à différentes caisses. À la liquidation de votre retraite, vous serez donc polypensionné (comme un Français sur trois). Cela signifie que vous percevrez des pensions versées par différents organismes... qui en général ne communiquent pas entre eux. Si vous avez commencé votre carrière comme salarié et l'avez terminée



comme indépendant, vous recevrez a minima trois pensions (issues d'un régime obligatoire et de deux régimes complémentaires).

### ■ La retraite, c'est automatique.

**Faux.** Pour enclencher le processus dit de liquidation, vous devez vous adresser à la caisse de retraite correspondant au statut sous lequel vous exercez. La « demande unique en ligne » a considérablement simplifié la procédure. Grâce à ce service, vous ne remplissez qu'un seul dossier numérique et ne l'envoyez qu'une fois. Il est ensuite transmis à l'ensemble des régimes de base et complémentaires concernés. Les salariés doivent déposer le dossier de demande de liquidation de quatre à six mois avant la date de départ à la retraite. Ils doivent aussi demander leur mise à la retraite auprès de l'employeur et respecter un préavis. L'arrêt de la vie professionnelle au sein d'une entreprise ouvre droit au versement d'une indemnité de départ à la retraite (IDR).

### ■ L'âge légal de 62 ans coïncide avec le taux plein

**Pas toujours.** Tout dépend de la carrière professionnelle que vous aurez menée. Il est possible qu'à 62 ans, âge légal de la retraite, vous ayez le nombre de trimestres requis selon votre année de naissance. Si, en revanche, vous comptabilisez moins de trimestres que le quota requis, il vous faudra travailler plus longtemps (possiblement jusqu'à 67 ans) pour atteindre le taux plein.

### ■ La donne démographique devient problématique à partir de 2030

**Faux.** Les projections les plus alarmistes commencent dans dix ans, mais le vieillissement de la population est net depuis déjà deux décennies. Le nombre de retraités du régime général augmente ainsi de plus de 4,4 millions de personnes entre 2001 et 2019 (voir tableau). Particulièrement notable, la croissance du nombre de femmes pensionnées, liée à l'augmentation de la population active féminine depuis 20 ans. Conséquence : alors qu'on compte 1,7 personne en emploi pour 1 retraité en 2018, le rapport devrait encore se détériorer en 2030 (1,6 selon le Conseil d'orientation des retraites). Encore l'évolution démographique défavorable est-elle compensée par la hausse de l'âge moyen de départ à la retraite sur la période.

## ■■■ ÉVOLUTION DU NOMBRE DE RETRAITÉS DU RÉGIME GÉNÉRAL

au 31/12 de l'année	Hommes Total	Femmes Total	Ensemble Total
2001	4 492 017	5 582 272	10 074 289
2002	4 568 300	5 678 165	10 246 465
2003	4 640 580	5 770 432	10 411 022
2004	4 831 444	5 915 960	10 747 404
2005	4 989 194	6 072 984	11 062 178
2006	5 179 887	6 289 002	11 468 889
2007	5 372 868	6 479 984	11 852 852
2008	5 558 441	6 681 830	12 240 271
2009	5 677 953	6 876 568	12 554 521
2010	5 813 888	7 071 158	12 884 836
2011	5 887 375	7 214 694	13 102 069
2012	5 929 357	7 305 717	13 235 074
2013	6 040 018	7 459 062	13 499 081
2014	6 117 969	7 568 777	13 686 740
2015	6 184 927	7 669 905	13 854 832
2016	6 255 508	7 769 130	14 024 638
2017	6 289 077	7 840 457	14 129 534
2018	6 371 587	7 980 913	14 352 420
2019	6 432 528	8 109 214	14 541 742

Source : Cnav

### ■ Racheter des trimestres augmente ma retraite

**Vrai.** C'est une solution efficace qui permet surtout de partir plus tôt à la retraite avec le taux plein ou en s'en rapprochant le plus possible. Dans ce scénario, vous validez des périodes de vie pendant lesquelles vous n'avez pas cotisé (expatriation, début tardif dans la vie professionnelle, années d'études...). Le mécanisme de rachat s'applique aux années incomplètes, c'est-à-dire celles où vous n'avez pas fait le plein des quatre trimestres. Ce dispositif est accessible à tous les assurés des régimes de base (salariés, travailleurs indépendants, professions libérales, fonctionnaires). La loi limite le rachat à 12 trimestres. Attention : cette solution est tout de même coûteuse. ■

L. B.

# La retraite en France

Fondé sur les principes de la répartition et de la solidarité entre générations, le système des retraites est géré par 42 caisses (régimes de base et complémentaires confondus).

Salariés	Régimes de base	Régimes complémentaires obligatoires
Salariés de l'agriculture	<b>Mutualité sociale agricole</b> 35 caisses départementales ou pluri-départementales 682 000 cotisants   2 484 000 retraités	<b>Agirc-Arrco</b> 12 institutions 18 800 000 cotisants*** 12 886 000 retraités*
Salariés de l'industrie, du commerce et des services	<b>Régime général de la Sécurité sociale</b> géré par la Cnav, 15 Cersat, 4 CGSS (Martinique, Guadeloupe, Guyane, Réunion) et la Caisse de Sécurité sociale à Mayotte 18 724 000 cotisants   14 353 000 retraités*	<b>Ircantec</b> 2 940 000 cotisants   2 189 000 retraités*
Salariés non titulaires du secteur public et para-public		<b>CRPN</b> 27 000 cotisants   21 000 retraités*
Personnel navigant de l'aéronautique civile		
Fonctionnaires civils et militaires	<b>Service des retraites de l'État</b> 2 052 000 cotisants   2 188 000 retraités*	<b>Retraite additionnelle de la fonction publique</b> 4 500 000 cotisants 147 800 retraités versés en 2018
Agents de la fonction publique territoriale et hospitalière	<b>CNRA</b> 2 203 000 cotisants   1 102 000 retraités*	
Salariés des autres secteurs (public, parapublic et divers)	<b>Régimes spéciaux</b> CANSIM (Mineurs**), ENIM (Marins), FSPDIE (Ouvriers de l'État), CRPCEN (Clercs et employés de notaires), RATP, SNCF, CNIEG, Banque de France, Comédie française, Opéra de Paris, Port autonome de Strasbourg... 455 000 cotisants   1 104 000 retraités*	
Non Salariés		
Exploitants agricoles	<b>Mutualité sociale agricole</b> 35 caisses départementales ou pluri-départementales 470 000 cotisants   1 383 000 retraités*	<b>Agirc-Arrco</b> 470 000 cotisants   694 000 retraités*
Artisans, commerçants et industriels	<b>Régime général de la Sécurité sociale (Retraite des travailleurs indépendants)</b> géré par la Cnav, 15 Cersat, 4 CGSS et la Caisse de Sécurité sociale à Mayotte 2 983 000 cotisants   2 045 000 retraités*	<b>Agirc-Arrco</b> 2 147 000 cotisants   1 358 000 retraités*
Professions libérales	<b>CNAVPL</b> 10 sections professionnelles : CAVOM (Officiers ministériels), CARMF (Médecins), CARCDSF (Chirurgiens, Dentistes et Sages-femmes), CAVP (Pharmaciens), CARPIMKO (Auxiliaires médicaux), CARPV (Vétérinaires), CAVAMAC (Assureurs), CAVEC (Experts-comptables), CIPAV (Architectes et autres professions libérales), CRN (Notaires) 694 000 cotisants   370 000 retraités*	<b>Régimes complémentaires obligatoires</b> 696 000 cotisants   361 000 retraités* 383 000 cotisants   175 000 retraités*
Ministres des cultes	<b>CNB</b> 70 000 cotisants   16 000 retraités*	<b>Agirc-Arrco</b> 70 000 cotisants   16 000 retraités*
	<b>Cavimac</b> 16 000 cotisants 12 000 retraités*	

Chiffres au 31/12/2018  
 \* Dont réversion  
 \*\* Les salariés des mines sont aussi à l'Agirc et à l'Arrco  
 \*\*\* Au 31/12/2017  
 source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, rapport septembre 2019

Direction de la communication Agirc-Arrco (avril 2020)